

Monsieur l'Orateur, dans le domaine des affaires extérieures, il n'y a eu aucun progrès.

Il y a évidemment la question de la défense — et je suis content de voir le ministre ici à la Chambre. Il était censé élaborer une politique de défense, et il met la hache dans tout ce qui a trait au domaine de la défense. Que reste-t-il? S'apprête-t-il à instaurer dans le pays le service militaire obligatoire? Je sais qu'un de ses sympathisants a préconisé cette mesure et qu'elle est déjà inscrites au *Feuilleton*.

Nous aimerions, nous de ce côté-ci de la Chambre, une claire définition de la politique de défense du Canada et de son rôle futur au sein de l'Alliance.

Comment le ministre peut-il voir à la défense du Canada alors qu'il ne peut même pas assurer la défense de ses manèges militaires? Et je me pose la question en toute honnêteté.

La semaine dernière, beaucoup de gens ont été consternés lorsque le ministre a déclaré qu'on allait retirer les munitions entreposées dans les manèges militaires, et ce afin de protéger ces édifices. C'était là, à mon sens, l'aveu que le ministre ne pouvait plus assurer la défense de ces endroits. Et pourtant, c'est ce ministre qui prétend tout changer dans le domaine de la défense nationale, qui veut lui donner un nouveau rôle, formuler une nouvelle politique qu'il ne nous présente pas, et offrir au peuple canadien la sécurité que ce dernier est en droit d'attendre du gouvernement. C'était là un aveu tout à fait renversant de la part d'un ministre responsable, et il passera certainement à l'histoire dans les annales politiques du Canada.

Que dire, maintenant, de la question de l'unité nationale? Nous applaudissons le premier ministre (M. Pearson) lorsqu'il fait un vibrant appel en faveur de l'unité nationale, comme il l'a fait la semaine dernière.

Il faut aller au delà des paroles et poser des gestes. La formule du fédéralisme coopératif n'est-elle pas un trompe-l'œil pour leurrer les naïfs, un écran de fumée derrière lequel se trame un retour à la centralisation, à l'intensification des plans conjoints, et partant, l'intrusion du gouvernement fédéral dans des domaines provinciaux?

N'a-t-on pas vu également la substitution de conférences fédérales-provinciales à la lettre de la constitution? Les consultations et les conférences fédérales-provinciales, j'en suis, mais il ne faut pas se servir de ces conférences pour changer les termes ou la lettre de la constitution et y substituer un accord quelconque, car ce serait vraiment là se départir du véritable esprit confédératif.

Monsieur l'Orateur, on constate donc qu'il y a très peu de motifs sur lesquels on peut fonder notre confiance dans le gouvernement, et le discours du trône n'est qu'une ébauche

[L'hon. M. Martineau.]

squelettique. Où y a-t-il, dans cet amas informe, fait de réchauffé, de déjà vu, de vieux disques fêlés, sifflotants, de quoi stimuler les forts ou encourager les faibles, pour paraphraser quelques-unes des expressions si chères au premier ministre?

Si le gouvernement compte sur ce maigre plat pour régaler ses sympathisants ou dérouter ses adversaires, je crains bien qu'il ne se leurre et qu'il ne sache arracher une confiance qu'il ne mérite évidemment plus.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis qu'un jury impartial ne saurait rendre un verdict autre que celui de culpabilité à l'endroit du gouvernement. Il faut en conclure que ce gouvernement doit être décapité.

On me dira peut-être: le gouvernement est un gouvernement de faibles. Cela se voit, mais existe-t-il une alternative acceptable au gouvernement actuel? Je soumets qu'il existe une alternative et que c'est notre parti qui peut la fournir, car elle est fondée sur les principes mêmes du conservatisme progressif lequel repose sur la responsabilité fiscale, l'essor économique et le respect du pacte confédératif.

Dans le domaine de la responsabilité fiscale, il faut mettre fin à l'orgie des dépenses gouvernementales. Le citoyen canadien, le contribuable est alarmé, et à juste titre, du spectacle du gigantisme bureaucratique qui n'a plus ni bornes ni sens. Le contribuable s'alarme du coût sans cesse grandissant de cette machine gouvernementale, et avec cette croissance, il y a l'augmentation des impôts suivie de son inséparable compagne, l'inflation galopante. A-t-on songé un seul instant à ce que coûte, chaque année, en intérêt, la dette nationale?

Monsieur l'Orateur, on prétendra peut-être que le peuple se fiche de ces choses. Je sais que les messieurs qui siègent sur les banquettes ministérielles s'en fichent; mais le peuple, lui, non pas. Imbu de bon sens, il sait que cette montée en spirale ne peut conduire qu'au plus grand désastre économique.

Et pourtant, les États-Unis nous donnent l'exemple en réduisant les impôts. Au fait, on a annoncé la semaine dernière que les impôts seraient diminués de 11 milliards 500 millions de dollars, réduction qui stimulerait de façon décisive l'économie américaine. Je prétends que ce qui s'est fait aux États-Unis pourrait et devrait se faire au Canada, sinon, on sera témoin du rétrécissement et du ralentissement continu de notre économie.

Et que dire maintenant de notre essor économique? C'est là la clef de la véritable prospérité.

Les stériles discussions sur les meilleurs moyens de distribuer une assiette déjà trop mince n'augmentent pas les richesses d'un